



Conseil central  
de  
Québec Chaudière-Appalaches

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Commission sur l'éducation à la petite enfance à Québec**

#### **La CSN fera entendre sa voix lors de la tournée régionale de consultation**

(Québec, le 8 novembre 2016) – **Dans le cadre de la Commission itinérante sur l'éducation itinérante à la petite enfance, le Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches (CSN) se fera entendre aujourd'hui à partir de 14 h.** Les représentantes seront Ann Gingras, présidente du conseil central, Nathalie Cardinal, représentante du Syndicat des centres de la petite enfance de Québec-Chaudière-Appalaches (CSN) et Lucie Longchamps, représentante des responsables de service de garde en milieu familial (CSN).

La majorité des CPE sont représentés par la CSN ainsi que bon nombre des responsables en services de garde (RSG). Les représentantes comptent livrer un message fort en faveur de la consolidation et du développement d'un réseau de services de garde éducatifs en CPE et en milieu familial. « *Le gouvernement Couillard a entrepris une œuvre de démolition à l'égard de notre réseau de services de garde. Les compressions ont des impacts majeurs sur les tout-petits, les familles, mais aussi sur les travailleuses* », déclare Ann Gingras, présidente du conseil central.

Les régions de Québec et de Chaudière-Appalaches n'échappent pas aux dernières compressions; « *Déjà, nous constatons une diminution des heures des éducatrices ainsi que des suppressions de postes. De plus, les sorties sont à la baisse à moins que les parents en assument les coûts* », affirme Nathalie Cardinal du Syndicat des CPE de Québec-Chaudière-Appalaches. Du côté des responsables des services de garde, la situation est alarmante. « *C'est plus de 250 places qui sont vacantes et plus de 40 femmes qui ont dû fermer leurs services de garde depuis l'entrée en vigueur de la taxe famille* », dénonce Lucie Longchamps, représentante du secteur RSG.

« *Pendant que les travailleuses se démènent corps et âme pour minimiser le plus possible les impacts sur les services offerts aux enfants, le gouvernement appuie sans réserve le développement des garderies commerciales. Depuis 2003, c'est dans une proportion de 3 300 % que les garderies à but lucratif ont augmenté, c'est scandaleux* », conclut M<sup>me</sup> Gingras. Pour le

Conseil central de Québec–Chaudière-Appalaches (CSN), le réseau des services de garde éducatifs en CPE et en milieu familial est une richesse qu’il faut préserver.

### **À propos**

Fondé en 1918, le Conseil central de Québec–Chaudière-Appalaches regroupe les syndicats CSN sur le territoire de la Capitale-Nationale et de la région de Chaudière-Appalaches. Il représente 240 syndicats et plus de 45 000 membres dans tous les secteurs d’activités.